

BRICORAMA S.A.

Société anonyme au capital de 28 264 115 €
Siège social : 21 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny,
94 726 Fontenay-sous-Bois Cedex
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2008.

I. - Rapport d'activité semestriel.

Le premier semestre 2008 a été marqué par une importante politique de développement dans nos pays, par la poursuite des mesures de restructurations en particulier en France et ceci dans un contexte économique en Europe globalement morose.

Ainsi, **en Espagne**, le groupe, qui y est présent depuis fin 2004, a ouvert son quatrième magasin sur la ville de Costalita en mai et ce, alors que l'activité commerciale dans ce pays connaît un ralentissement sensible.

D'autre part, Bricorama a simplifié sa structure juridique en Espagne en janvier de cette année en procédant à la fusion de sa filiale Reacciona dans Ibéria.

L'unité génératrice de trésorerie espagnole est donc désormais composée d'une holding, Bricorama Méditerranée, dans laquelle sont logées les activités de la centrale et d'une société d'exploitation gérant au 30 juin 2008 quatre magasins.

Au Benelux, l'activité, de ce premier semestre, est contrastée d'une part, entre les Pays-Bas et la Belgique et d'autre part, en 2008 par rapport à 2007.

En effet, alors que le premier semestre 2007 a été particulièrement favorable à notre activité aux Pays-Bas, le premier semestre 2008 souligne une forte progression du chiffre d'affaires en Belgique à 57,9 millions d'euros soit + 5,16 % sur l'année précédente.

Parallèlement, le groupe a repris deux nouveaux magasins aux Pays-Bas sur les villes de Vught par acquisition d'un fonds de commerce et Elburg par acquisition d'une filiale.

En France, alors que les quatre premiers mois de l'année ont été marqués par une activité morose, la fin du semestre s'est inscrite en retournement permettant à la France de réaliser au total un chiffre d'affaires de 212,2 millions d'euros soit - 2,87 % sur le 1^{er} semestre 2007.

Le groupe a poursuivi sa politique de restructuration du réseau en fermant son magasin Batkor La Roche-sur-Yon en avril et en procédant aux changements d'enseigne des magasins Batkor de Petit-Quevilly et Saint-Thibault-des-Vignes.

Au 30 juin 2008, l'enseigne Batkor comptait cinq magasins.

D'autre part, l'activité en France a été marquée par le rachat de la société Socobri le 1^{er} avril 2008 qui exploitait le magasin franchisé Bricorama Belley, les créations de deux nouveaux magasins à Tourcoing en février et Lyon Villeurbanne en mai et les remodelings de Taverny, Rambouillet et Sillingy (avec agrandissement).

Le réseau franchisé a connu aussi une activité soutenue avec l'ouverture de deux nouveaux magasins.

Parallèlement, les chantiers démarrés en 2007 relatifs à l'amélioration de notre organisation en France et de notre productivité se sont poursuivis. Ainsi, il convient de souligner la poursuite de la simplification de notre organisation juridique, mais surtout la mise en place d'une direction « organisation et méthodes » et la mise en œuvre de projets informatiques d'envergures (SAP magasins, SAP HR et SAP BW).

Ces projets et réalisations doivent permettre à nos magasins de libérer du temps au service de notre clientèle.

Enfin, les résultats semestriels de notre groupe intègrent également le résultat de notre filiale « Eoliennes de Tremeheuc » dont l'activité éoliennes comprend 6 unités.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 31/12/2007	Au 30/06/2008
France	80	82
Pays-Bas	21	23
Espagne	3	4
Belgique	37	37
Franchisés	25	26
TOTAL	166	172

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

Le groupe a ouvert en France en juillet 2008 son deuxième magasin sur la ville de Lyon et en Espagne son cinquième magasin sur la ville de Petrer.

Le réseau du groupe va continuer à se développer sur le second semestre avec en premier lieu, d'autres projets d'ouvertures de magasins, d'autre part la franchise de trois nouveaux magasins en France et enfin, aux Pays-Bas la réouverture après transfert du magasin de Soest.

Il n'existe pas de risque majeur connu à ce jour au titre du deuxième semestre.

Le groupe analyse actuellement les perspectives de cession de son activité éoliennes, ce qui lui permettra en cas de succès et si l'activité du groupe reste en ligne avec ses objectifs de chiffre d'affaires sur le deuxième semestre de confirmer le niveau de résultat de 2007.

Il est à noter d'autre part, que par arrêt de la Cour de cassation en date du 22 mai 2008 le droit à percevoir une indemnité d'éviction au titre de la perte du magasin de la Défense intervenu en 2001 a été confirmé.

Enfin, la société Bricorama SA ainsi que ses administrateurs ont été assignés à deux reprises par la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama, à comparaître devant le tribunal de commerce de Créteil dans le cadre d'une demande d'indemnisation de respectivement 96,3 millions d'euros et 7,0 millions d'euros au profit de Bricorama SA. Ces assignations sont sans impact sur les comptes semestriels présentés.

L'activité Bricolage n'est pas affectée par le phénomène de saisonnalité.

IV. – Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde au 30/06/2008		Total produits	Total charges	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif			
Bricorama SA	Maison du 13è	51 408	21 610	51 408	136 912	Néant
Bricorama France	Maison du 13è Promo Brico	2 571 600	1 039 012 410 099	2 160 000	6 767 230 2 659 052	Néant
Bricorama NV	Immo JC Belgium	59 248			120 641	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	Batkor Vastgoed BV		114 009		114 009	Néant
Matschaap Gent	Immo JC Belgium	46 805			93 612	Néant
Bricorama BV	Batkor Vastgoed BV			3 016 954	2 919 517	Néant

V. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2008.

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Chiffre d'affaires	10	324 090	327 716	649 708
Autres produits de l'activité		2 278	2 410	4 017
Achats consommés	10	-197 575	-201 050	-398 204
Charges externes		-50 845	-49 702	-100 077
Charges de personnel		-54 454	-53 501	-107 548
Impôts et taxes		-5 261	-4 977	-9 777
Dotations aux amortissements		-6 461	-5 670	-11 597
Dotations aux provisions		-1 276	-3 717	-1 597
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0	1	0
Autres produits et charges d'exploitation	11	831	5 758	10 555
Résultat opérationnel courant		11 327	17 269	35 478
Résultat sur cession participations conso		2		
Autres produits et charges opérationnels	12	4 875	-55	174
Résultat opérationnel		16 204	17 214	35 652
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		143	204	432
Coût de l'endettement financier brut		-2 496	-2 802	-5 441
Coût de l'endettement financier net		-2 354	-2 598	-5 009
Autres produits et charges financiers		-141	-167	1 074
Résultat avant impôt		13 709	14 450	31 718
Impôt sur les bénéfices		-4 958	-4 833	-8 202
Résultat après impôt		8 751	9 617	23 515
Résultat net total		8 751	9 617	23 515
Part du groupe		8 734	9 615	23 519
Part des minoritaires		-17	-2	-3
Résultat par action (euros)		1,55	1,72	4,16
Résultat dilué par action (euros)		1,51	1,66	4,06

VI. – Bilan consolidé au 30 juin 2008.

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	3	2 516	2 805
Ecart d'acquisition		147 479	141 949
Immobilisations corporelles	3	79 504	65 898
Autres actifs financiers		7 523	7 235
Impôts différés		6 227	9 291
Autres actifs long terme		1 204	736
Total actifs non courants		244 453	227 914
Stock et en cours	4	203 593	178 313
Clients et autres débiteurs	5	10 712	9 715
Créances d'impôt		3 641	778
Autres actifs courants		41 794	29 911
Valeurs mobilières de placements et placements	6	2 257	8 455
Disponibilités	6	40 541	51 912
Total actifs courants		302 539	279 083
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés			0
Total actifs		546 993	506 997

Passif	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Capital		28 264	28 264
Primes liées au capital		13 299	13 299
Autres réserves		2 020	1 215
Résultats accumulés		190 242	185 262
Total capitaux propres, part du groupe		233 825	228 040
Intérêts minoritaires		33	19
Total des capitaux propres		233 858	228 059
Emprunts et dettes financières	6 -7	56 295	66 110
Engagements envers le personnel		3 554	3 514
Autres provisions	8	1 861	4 195
Impôts différés		421	905
Autres passifs long terme		137	418
Total passifs non-courants		62 268	75 141
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	6	80 342	65 426
Provisions (part à moins d'un an)		310	320
Fournisseurs et autres créditeurs	9	126 070	99 987
Dettes d'impôt		2 723	5 557
Autres passifs courants	9	41 422	32 508
Total passifs courants		250 867	203 798
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0	0
Total Passif		546 993	506 997

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2008.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2007	27 919	10 683	165 073	203 675	21	203 696
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion						
Résultat de la période			9 615	9 615	2	9 617
Total des pertes et profits de la période			9 615	9 615	2	9 617
Dividendes versés			-3 629	-3 629		-3 629
Augmentation de capital	23	176		199		199
Mouvement sur actions propres			0	0	0	0
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39						
Paievements en actions						
Stock option IFRS 2			146	146		146
Autres variations					2	2
Situation à la clôture du 1 ^{er} semestre 2007	27 942	10 859	171 205	210 006	23	210 029

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2008	28 265	14 514	185 262	228 041	18	228 059
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			1	1		1
Résultat de la période			8 734	8 734	17	8 751
Total des pertes et profits de la période			8 735	8 735	17	8 752
Dividendes versés			-3 900	-3 900		- 3 900
Autres variations					-2	-2
Mouvement sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligatoires						
Couvertures taux IAS 39			804	804		804
Stock Options IFRS 2			145	145		145
Situation à la clôture du 1 ^{er} semestre 2008	28 265	14 514	191 046	233 825	33	233 858

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

	30/06/2008	30/06/2007
Résultat net total consolidé	8 751	9 617
Ajustements :		
Elimination des amortissements et provisions	3 512	6 007
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-3 936	38
Elimination des produits de dividendes	-82	-1
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions		
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	143	146
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	8 387	15 806
Elimination de la charge (produit) d'impôt	4 958	4 833
Elimination du coût de l'endettement financier net	2 354	2 598
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	15 698	23 237
Incidence de la variation du BFR	- 3 555	-6 094
Impôts payés	- 8 086	1 837
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	4 058	18 979
Incidence des variations de périmètre	- 3 553	-7 290
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 26 684	-5 007
Acquisitions d'actifs financiers	0	-977
Variation des prêts et avances consentis	- 242	-1 042
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9 340	73
Cessions d'actifs financiers	0	0
Dividendes reçus	82	1
Autres flux liés aux opérations d'investissement		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	- 21 058	-14 241
Augmentation de capital	0	199
Emission d'emprunts	24 155	38 854
Remboursement d'emprunts	- 24 243	-38 650

Intérêts financiers nets versés	- 2 398	-2 598
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	- 3 900	-3 629
Dividendes payés aux minoritaires		
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	- 6 387	- 5 824
Incidence des variations des taux de change	- 7	0
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de la trésorerie	- 23 394	- 1 086
Trésorerie d'ouverture	35 967	31 348
Trésorerie de clôture	12 574	30 262

IX. Déclaration personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général

Christian ROUBAUD
Directeur Administratif et Financier

X. Annexe aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales.

BRICORAMA SA (« la société ») et ses filiales (« le groupe ») exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes BRICORAMA et BATKOR en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

BRICORAMA SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 94120 Fontenay-sous-Bois. Le marché financier sur lequel la société est cotée est la bourse de Paris, Euronext compartiment B sous le numéro FR 00000054421. Ces états financiers ont été arrêtés le 29 août 2008 par le Conseil d'Administration et sont exprimés en milliers d'euros sauf indications contraires.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables.

Les comptes consolidés du groupe Bricorama pour le semestre clos le 30 juin 2008 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces comptes résumés doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Les principes comptables retenus pour la préparation de ces comptes semestriels sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 - Base de préparation des états financiers.

Les états financiers consolidés du groupe BRICORAMA ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

L'ensemble des filiales du groupe appartient à la zone Euro, à l'exception de Bricorama Asia qui a néanmoins été intégrée en euros.

Note 2.2 - Périmètre et méthodes de consolidation.

2.2.1 - Périmètre.

Les états financiers consolidés du groupe BRICORAMA comprennent les comptes de BRICORAMA SA et de toutes les filiales dans lesquelles BRICORAMA SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 14.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2008.

L'incidence des variations de périmètre figure dans la note 3.

2.2.2 - Méthode de consolidation.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

2.2.3 - Information sectorielle.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

2.2.4 - Transactions internes.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5 - Comptabilisation des opérations en devises.

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affecté, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les transactions libellées en devises étrangères autre que la monnaie fonctionnelle de Bricorama - c'est-à-dire l'euro – sont enregistrées pour leur contre valeur à la date de l'opération.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 - Postes du bilan.

2.3.1 - Immobilisations incorporelles.

Écarts d'acquisition - Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et de fonds de commerce.

Logiciels - Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2 - Immobilisations corporelles.

Valeur brute - La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

Amortissement - Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leurs durées d'utilité effectives.

Amortissements	
Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements	10 et 15 ans
Installations techniques	7 et 10 ans
Matériels et outillages	5 et 7 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 et 5 ans

2.3.3 - Contrats de location financement.

Tous les contrats de crédit bail immobiliers, de crédit bail mobiliers significatifs, de baux commerciaux et de contrats de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou si cette valeur est inférieure à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4 - Immobilisations financières.

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives de rentabilité résultant d'un budget prévisionnel à 5 ans.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre des baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5 - Actifs destinés à être cédés.

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. Les actifs non courants classés comme détenus pour la vente ne sont plus amortis. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et les comptes de produits et charges restent consolidés ligne à ligne dans le compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6 - Dépréciation des actifs.

Les immobilisations ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées.

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des free cash flows basée d'une part sur les budgets financiers de l'exercice suivant et d'autre part sur les résultats réalisés de l'exercice sous revue. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La valeur ainsi obtenue ne peut être inférieure à la valeur vénale définie comme étant égale à un pourcentage de 40 % à 70 % du chiffre d'affaires selon les UGT, ces taux correspondant aux niveaux minimaux de transactions réalisées ces dernières années.

Principales hypothèses retenues pour les calculs des valeurs d'utilité :

Taux de croissance.....	1,5 %
Taux d'actualisation.....	10 %

Le taux d'actualisation moyen de 10 % a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque (proche de 4 %) et d'une prime de risque. Dans la mesure où le taux ainsi déterminé est voisin de 9 %, la société a retenu, par soucis de prudence, un taux de 10%.

La direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

2.3.7 - Stocks.

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte et des participations publicitaires à l'exception de celles facturées à l'occasion de l'ouverture de magasins ainsi que des coûts accessoires d'achats.

Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation.

Les décotes sur stocks sont estimées sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire.

2.3.8. Valeurs mobilières de placement actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés à cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPVCM de trésorerie.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur par le compte de résultat.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur. La juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés à la juste valeur, sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à la juste valeur. Les plus ou moins-values latentes constatées sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat. Les dépréciations constatées sur les titres à revenus variables ne peuvent pas être reprises lors d'un arrêté ultérieur.

La juste valeur correspond, pour les titres cotés, à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Toutefois, lorsqu'il est impossible d'estimer raisonnablement la juste valeur d'un titre, ce dernier est évalué au coût historique. Ces actifs font alors l'objet de tests de dépréciation afin d'en apprécier le caractère recouvrable.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture et suivent ainsi le principe de la comptabilité de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10 - Provisions pour risques et charges.

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11 - Avantages au personnel.

Le groupe comptabilise en provisions les avantages au personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurances retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par un actuaire indépendant. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

2.3.12 – Capital.

Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu - Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux cadres dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à la date d'octroi. Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le groupe estime correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

Titres d'autocontrôle - Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13 - Impôts différés.

Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

Note 2.4 - Postes du compte de résultat.

2.4.1 - Reconnaissance du revenu.

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de marchandises. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur.

2.4.2 - Autres produits et charges opérationnelles.

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non récurrents liés à l'activité (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant anormal, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3 - Résultat opérationnel.

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4 - Coût de l'endettement financier net.

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêts et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêts effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5 - Détermination du résultat net par action.

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin 2008, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6 - Evénements postérieurs à la clôture.

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existant à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/08	31/12/07
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	155 437	149 992
Dont Goodwill	148 510	142 980
Immobilisations corporelles	162 963	144 784
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	- 5 442	- 5 238
Dont Goodwill	- 1 031	- 1 031
Immobilisations corporelles	- 83 458	-78 885
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	149 995	144 754
Dont Goodwill	147 479	141 949
Immobilisations corporelles	79 504	65 899

L'évolution du poste immobilisations provient essentiellement de la reprise de magasins au Benelux, en France et en Espagne et de la fermeture d'un magasin en France.

Par ailleurs, les nombreux développements informatiques en France comme à l'étranger, expliquent également les évolutions constatées.

Les différents mouvements sur la période qui justifient l'augmentation du goodwill de 5,53 millions d'euros sont :

- la société SOCOBRI, reprise le 1^{er} avril 2008, détenue à 100 % par le groupe, goodwill : 0,42 million d'euros.

- la société ELBURG, reprise le 1^{er} janvier 2008, détenue à 100% par le groupe, goodwill : 2,89 millions d'euros

-les fonds de commerce de Bisaccia et Vught respectivement pour 1,17 et 1,06 million d'euros

Les principales incidences de ces entrées de périmètre dans le bilan du groupe sont :

Postes du bilan (en milliers d'euros)	Actif	Passif
Immobilisations incorporelles	3 314	
Immobilisations corporelles	42	
Immobilisations financières	37	
Stocks	130	
Créances clients	12	
Autres créances	107	
Trésorerie	445	
Provisions R&C		8
Dettes fournisseurs		166
Autres dettes courantes		159

Poste du compte de résultat (en milliers d'euros)	
Chiffre d'affaires	1 413
Autres produits de l'activité	- 2
Achats consommés	- 1 678
Charges externes	- 186
Charges de personnel	- 173
Impôts et taxes	- 8
Dotations aux amortissements	- 10
Dotations aux provisions	31
Variation de stocks d'en-cours et produits finis	
Autres produits et charges d'exploitation	568
Résultat opérationnel courant	- 44
Autres produits et charges opérationnels	- 1
Coût de l'endettement financier net	- 3
Autres produits et charges financiers	- 7
Impôt sur les bénéfices	
Résultat après impôt	- 55

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Stocks de marchandises bruts	205 492	180 820
Provision sur stocks	-1 899	-2 507
Stocks de marchandises nets	203 593	178 313

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement de la variation du nombre de magasins sur le semestre, associé aux phénomènes de saisonnalité spécifiques au stock et à l'amélioration de notre rotation.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Créances clients	12 746	11 774
Provisions pour dépréciation	-2 034	-2 058
Total	10 712	9 716

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Valeurs mobilières de placement	2 257	8 455
Liquidités détenues en caisse et en banque	40 541	51 912
Total	42 798	60 366

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Dettes envers les établissements de crédit	52 313	61 073
Dettes sur immobilisations en location financement	3 513	4 461
Juste valeur des instruments financiers de couverture de taux d'intérêts long terme	303	416
Emprunts et dettes financières diverses	166	159
Emprunts portant intérêts non courants	56 295	66 110
Dettes envers les établissements de crédit	45 294	37 236
Concours bancaires courants	30 073	24 288
Dettes sur immobilisations en location financement	2 603	2 495
Intérêts courus non échus	133	111
Juste valeur des instruments financiers de couverture de taux d'intérêts court terme	1 716	799
Dettes financières diverses	524	496
Emprunts portant intérêts courants	80 342	65 426
Total emprunts	136 636	131 535

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Trésorerie et équivalent de trésorerie	42 798	60 366
Emprunt	136 636	131 535
Endettement net	93 838	71 169

L'endettement net au 30 juin 2008 s'élève à un montant de 93,8 millions d'euros contre 94 millions d'euros au 30 juin 2007.

Au cours de la période considérée, le groupe a remboursé 24,2 millions d'euros et a souscrit pour 24,1 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme.

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistants.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007
Change à terme en milliers d'euros				
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	1 970		-56	
Total change à terme	1 970	0	-56	0
Options de change en milliers d'euros				
Dont options EUR/USD	1 290	1 416	-2	35
Total options de change	1 290	1 416	-2	35

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de position en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se refinance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2007
Couverture de flux de trésorerie	120 000	110 000	2 019	1 215
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	120 000	110 000	2 019	1 215

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit :

Les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.

	30/06/2008			31/12/2007			Total juste valeur au 30 juin 2008
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	15 000	40 000	0	15 000	30 000	0	1 591
Caps Achats	45 000	20 000	0	45 000	20 000	0	428
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable	0	0	0	0	0	0	0
Total	60 000	60 000	0	60 000	50 000	0	2 019

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Provisions pour risque d'exploitation	2 172	4 515
Provisions pour litiges commerciaux	0	0
Provisions pour impôts et taxes	0	0
Provisions pour pension et retraite	3 553	3 514
Autres provisions		0
Total	5 725	8 029
dont provisions non courantes engagements vers le personnel	3 553	3 514
dont provisions courantes	310	320
dont provisions non courantes	1 862	4 195

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	31/12/2007
Fournisseurs	125 604	99 515
Dettes sur acquisitions actifs	471	473
Total fournisseurs et autres	126 075	99 988
Dettes sociales et fiscales	30 809	27 533
Compte courant passif	4 070	150
Produits constatés d'avance	179	
Autres dettes	6 359	4 817
Total autres passifs courants	167 491	132 496

Note 10. – Marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007
Vente de marchandises	324 090	327 716
Coût d'achat des marchandises vendues	- 197 575	-201 050
Marge commerciale	126 515	126 666

Le taux de marge passe de 38,65 % au premier semestre 2007 à 39 % au premier semestre 2008 en raison d'une amélioration des conditions d'achat, d'une maîtrise de la démarque et de la meilleure appréhension grâce à un nouvel outil de nos conditions arrières.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007
Autres produits et charges d'exploitation	831	5 758
Total	831	5 758

L'évolution de ce poste au 30 juin 2008 est à rattacher à des indemnités diverses perçues en 2007 suite à l'installation de nouveaux magasins concurrents.

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007
Plus ou moins values de cession d'actifs non courant corporels incorporels	4 875	-30
		-26
Total	4 875	-55

L'évolution de ce poste au 30 juin 2008 est à rattacher à la cession des contrats de crédit bail de Sillingy et Colombes, ainsi qu'à la cession des murs du magasin de Gaillard.

Note 13. – Information sectorielle.

(en milliers d'euros)	France	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Eoli- -ennes	Asie	Elimina- -tions par secteur	Total
Chiffre d'affaires	212 202	57 997	48 062	5 670	158			324 090
Autres produits de l'activité	2 117	389	129	34		84	-474	2 278
Achats consommés	-129 372	-35 913	-29 185	-3 190			84	-197 575
Charges externes	-33 586	-8 017	-8 074	-1 428	-13	-12	285	-50 845
Charges de personnel	-39 288	-7 877	-6 000	-1 266		-24		-54 454
Impôts et taxes	-4 469	-653	-126	-12	-1			-5 261
Dotations aux amortissements	-3 245	-1 527	-1 001	-147	-541	-1		-6 461
Dotations aux provisions	-1 235	-26	-14					-1 276
Autres produits et charges d'exploitation	5 644	-42	-2	6			105	5 711
Résultat opérationnel courant	8 769	4 331	3 791	-333	-397	47		16 207
Autres produits et charges opérationnels	-232	-24	251					-5
Résultat opérationnel	8 537	4 309	4 042	-333	-397	47		16 204
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	136			7				143
Coût de l'endettement financier brut	-1 356	-295	-426	-198	-222			-2 496
Coût de l'endettement financier net	-1 220	-295	-426	-192	-222			-2 354
Autres produits et charges financiers	1 633	-333	-1 213	-100	-86	-2	-40	-141
Résultat avant impôt	8 950	3 681	2 403	-625	-705	45	-40	13 709
Impôt sur les bénéfices	-3 112	-1 073	-659	-114				-4 958
Résultat après impôt	5 838	2 608	1 744	-739	-705	45	-40	8 751
Résultat net total	5 838	2 608	1 744	-739	-705	45	-40	8 751
Part du groupe	5 838	2 606	1 744	-739	-705	30	-40	8 734
Part des minoritaires	0	-2				-15		-17

Note 13 bis. - Bilan sectoriel.

(en milliers d'euros)	France	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Eoli- -ennes	Asie	Elimina- -tions par secteur	Total
Immobilisations incorporelles	2 458	10 002	19 829	45			- 29 817	2 516
Ecart d'acquisition	80 724	22 226	41 000	2 579	950			147 479
Immobilisations corporelles	31 852	19 460	8 777	4 339	15 072	4		79 504
Autres actifs financiers	72 253	- 15 368	- 690	451	- 38	- 1	- 49 084	7 523
Impôts différés	279	3 803	2 145					6 227
Autres actifs long terme	1 124	4	77					1 204
Total actifs non-courants	188 690	40 126	71 137	7 414	15 983	3	- 78 901	244 453
Stocks et en-cours	146 259	31 031	21 239	5 063				203 593
Clients et autres débiteurs	10 356	1 193	485	46	188	24	- 1 580	10 712
Créances d'impôt	3 216	425						3 641
Autres actifs courants	71 896	12 090	11 926	629	888		- 55 635	41 794
VMP et autres placements	2 257			0	0			2 257
Disponibilités	20 633	1 338	15 858	2 595	49	69		40 541
Total actifs courants	254 617	46 077	49 508	8 334	1 126	93	- 57 215	302 539
Total actif	443 306	86 204	120 645	15 748	17 109	96	- 136 116	546 993
Capital	28 264							28 264
Primes liées au capital	13 299							13 299
Autres réserves	2 019					1		2 020
Résultats accumulés	168 258	25 664	31 729	- 4 834	- 932	18	- 29 661	190 242
Total capitaux propres, part du groupe	211 840	25 664	31 729	- 4 834	- 932	19	- 29 661	233 825
Intérêts minoritaires	3	21				9		33
Total intérêts minoritaires	3	21				9		33
Total des capitaux propres	211 843	25 685	31 729	- 4 834	- 932	28	- 29 661	233 858
Emprunts et dettes financières	36 046	31 724	27 074	10 689			- 49 239	56 295
Engagements envers le personnel	3 166	388						3 554
Autres provisions	1 807	55						1 861
Impôts différés		420	1	0				421
Autres passifs long terme	137							137
Total passifs non courants	41 157	32 586	27 075	10 689			- 49 239	62 268
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	38 137	6 972	18 794	3 557	13 737		- 856	80 342
Provisions (part à moins d'un an)	10		300				- 856	310
Fournisseurs et autres créditeurs	103 221	12 150	6 657	4 789	835	4	- 1 586	126 070
Dettes d'impôt	696	322	1 705					2 723
Autres passifs courants	48 242	8 489	34 386	1 546	3 469	63	- 54 773	41 422
Total passifs courants	190 307	27 932	61 842	9 892	18 041	68	- 57 215	250 867
Total passif	443 306	86 204	120 645	15 748	17 109	96	- 136 116	546 993

Note 14. – Sociétés consolidées au 30/06/2008.

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée
Bricorama SA	Fontenay	957 504 608	Sté Mère	I.G	01/1997
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G	06/1997
Brico 3 SAS	Fontenay	480.441.534	100 %	I.G	12/2004
Socobri	Belley	397.733.307	100%	I.G	04/2008
Max Guérin Garden Center	Aix en Provence	611 620 311	100 %	I.G	03/2005
Eoliennes Bricorama 2	Fontenay	487 603 714	100 %	I.G	11/2005
Eoliennes de Tremeheuc	Fontenay	482 276 136	100 %	I.G	03/2007
Bisaccia	Fontenay	062 804 785	100 %	I.G	10/2007
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G	06/1997
Bricorama NV	Uccle	Etrangère	100 %	I.G	06/1997
Zelf Bouwmarkt NV	Roeselare	Etrangère	100 %	I.G	01/2001
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Wabo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
CB Bouwmarkten NV	Geel	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
M A G BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
DIY Retail Service	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
M A Z BVBA	Zelzate	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Multi Hobby NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G	11/2001
Braine L'Alleud Bricolage BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G	11/2001
Maatschap Bouwmarkt	Gent	Étrangère	100 %	I.G	11/2001
Rubus BV	Hillegom Breda	Etrangère	100 %	I.G	01/2004
Megara BV	Leerdam Breda	Etrangère	100 %	I.G	01/2004
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G	01/2006
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G	01/2007
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk Haarlem	Etrangère	100 %	I.G	01/2007
Interbrico	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G	01/2007
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G	01/2007
Bricorama Méditerranée	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G	04/2004
Bricorama Iberia	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G	01/2006
Bricorama Asia LTD	Hong Kong	Etrangère	67 %	I.G	07/2007
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100%	I.G	01/2008

Note 15. – Evènements postérieurs à la clôture.

L'ouverture d'un nouveau magasin en France sur la ville de Lyon et la reprise en participation minoritaire d'une filiale exploitant un magasin à Selestat en juillet, le transfert avec agrandissement aux Pays-Bas de notre magasin de Soest et l'ouverture d'un nouveau magasin en Espagne à Petrer sont les principaux événements réalisés ou attendus à court terme.

Note 16. – Actifs et Passifs éventuels.

Le groupe fait l'objet d'une procédure de déréférencement de la part d'un fournisseur. Sa demande en indemnités est de l'ordre de 0,8 million d'euros : elle ne correspond à aucune réalité économique et juridique et ne peut être estimée de manière fiable. En conséquence, le groupe considère qu'une condamnation conduisant à une sortie de ressources est improbable.

XII. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2008.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application des articles L.232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BRICORAMA SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1°/ Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2°/ Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Fait à Paris, le 29 août 2008.

POUR LE CABINET DAUGE ET ASSOCIES

Pascal GILLETTE

Lucien ZOUARY